

**AGENCE MONETAIRE DE
L'AFRIQUE DE L'OUEST (AMAO)**



**PROGRAMME DE COOPERATION MONETAIRE DE LA
CEDEAO**

***RAPPORT SUR LA CONVERGENCE MACROECONOMIQUE
2007 – COTE D IVOIRE***

Freetown, juillet 2008

Bâtie sous l'hypothèse d'une poursuite de la normalisation de la vie économique et politique, l'entame de l'année 2007 a été faite avec un objectif de croissance économique de 1,5 % du PIB. Cet objectif devait être réalisé sous l'impulsion des secteurs primaire et tertiaire. En effet, la production du secteur primaire devait augmenter de 2,0% tandis que celle du tertiaire devait progresser de 1,9%. En revanche, la production du secteur secondaire devait stagner au regard de la contre-performance attendue des industries agroalimentaires et des BTP. Cet objectif de croissance reposait sur une hypothèse de stabilité des prix avec une tendance même à une désinflation.

Au niveau des finances publiques, les principaux ratios devaient enregistrer des améliorations notables. En effet, l'espoir d'une reprise totale ou partielle de la coopération avec les partenaires techniques et financiers devait permettre de desserrer les contraintes financières et accroître l'efficacité budgétaire.

En matière de réalisation, le contexte national a été marqué par des progrès importants enregistrés dans la résolution de la crise socio-politique notamment suite à l'accord politique de Ouagadougou intervenu le 4 mars 2007. Ainsi, les principaux objectifs macro-économiques ont été quasiment réalisés. Le taux de croissance du PIB est ressorti à 1,5% comme attendu avec une inflation maîtrisée au taux de 1,5%.

1. Analyse sectorielle

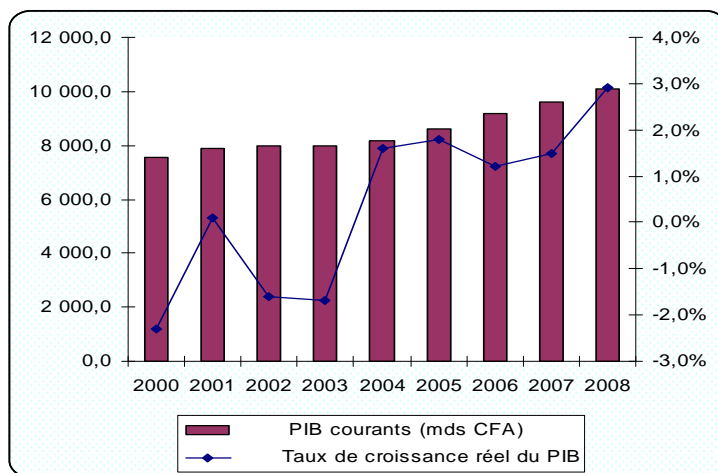
1.1 Secteur réel

En 2007, le taux de croissance de l'activité économique est ressorti à 1,5% contre 1,2% en 2006. Cette croissance a été portée principalement par le secteur tertiaire.

La valeur ajoutée du secteur primaire a progressé de 1,5% contre 1,1% en 2006, en liaison avec la hausse de l'agriculture vivrière dont la valeur ajoutée a augmenté de 2,7%. Par contre, la valeur ajoutée de l'agriculture d'exportation a reculé de 0,4%, en raison de la baisse notamment des productions de cacao, de coton et d'ananas. La diminution de la production de cacao est due au déficit hydrique, à la maladie des plantes (brune et swollen shoot) et au vieillissement du verger. La production d'ananas pâtit de la concurrence des pays latino-américains qui produisent une variété mieux prisée sur le marché européen que celle produite en Côte d'Ivoire. La production du coton est quant à elle confrontée à des problèmes structurels. Le recul de la production de ces denrées a été atténué par un accroissement des productions de café et d'anacarde. Le café a bénéficié de l'engouement des producteurs, motivés par le raffermissement des cours. La hausse de la production d'anacarde s'explique par l'intérêt accru des producteurs dans la zone Centre, Nord et Ouest, en rapport avec la hausse des prix, liée à la croissance de la demande extérieure.

La production du secteur secondaire s'est contractée de 3,8% après un accroissement de 1,3% en 2006. Cette réduction s'explique principalement par les contre-performances du secteur minier et pétrolier, atténuées cependant par le dynamisme observé au niveau des « BTP » et des « autres industries ». En effet, l'extraction minière et pétrolière a connu une chute de 18,7%, liée à l'ensablement des puits du champ Baobab. La production de produits pétroliers a également baissé de 8,3% du fait de la réduction volontaire de la production de la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR) en début d'année, en raison des contraintes liées à la marge de raffinerie et à l'arrêt de son hydro carburateur au mois de septembre, pour une durée de 45 jours.

La valeur ajoutée du secteur tertiaire a progressé de 2,3% contre 1,9% en 2006. Cette performance s'étend aux principales composantes que sont le transport, les télécommunications, les services et le commerce. En particulier, les télécommunications ont enregistré un taux de croissance de 12,8%.

Graphique 3.9 : Evolution du PIB nominal et du taux de croissance réel

Source : BCEAO, AMAO

Du côté de la demande, la croissance a été tirée essentiellement par la consommation finale des ménages et la consommation publique qui ont induit une augmentation de la consommation globale de 3,4%. Le rattrapage de la consommation des ménages s'explique par l'amélioration des revenus issus de l'agriculture d'exportation en rapport avec la hausse des cours et l'accroissement du revenu national disponible.

En ce qui concerne la formation brute de capital fixe (FBCF), elle s'est accrue de 4,5% portée principalement par la FBCF privée qui a progressé de 14,6%, en rapport avec la hausse des crédits à moyen et long termes de 11,9% et du volume des importations de biens d'équipement de 13,3%.

Au plan de la demande extérieure, les exportations de biens et services ont baissé de 2,5% en rapport avec les contre-performances du secteur agricole d'exportation, de l'extraction de pétrole brut et des produits pétroliers. Quant aux importations de biens et services, elles ont augmenté de 1,1%, grâce notamment à la reprise des investissements privés et à la croissance de l'activité économique.

En terme nominal, le taux d'investissement s'est établi à 10,0% contre 9,8% en 2006. Le taux d'épargne brute a été de 14,0% contre 15,3% en 2006.

La croissance a été réalisée en 2007 dans un contexte de hausse modérée des prix à la consommation. Le taux d'inflation de fin de période est ressorti à 1,5% contre 2,0% en 2006. Cette baisse de l'inflation s'explique par le recul observé principalement au niveau de la fonction « logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » en raison de la détente de certains loyers et d'un bon approvisionnement en bois de chauffe, et de la fonction « transports ». A l'inverse, un accroissement notable a été enregistré au niveau des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées », « boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants » et « restaurants et hôtels ». La hausse observée au niveau des produits alimentaires et boissons non alcoolisées, principalement les farines, les pâtes alimentaires, le lait, les autres matières grasses est due au renchérissement des cours sur le marché international.

1.2 Finances publiques

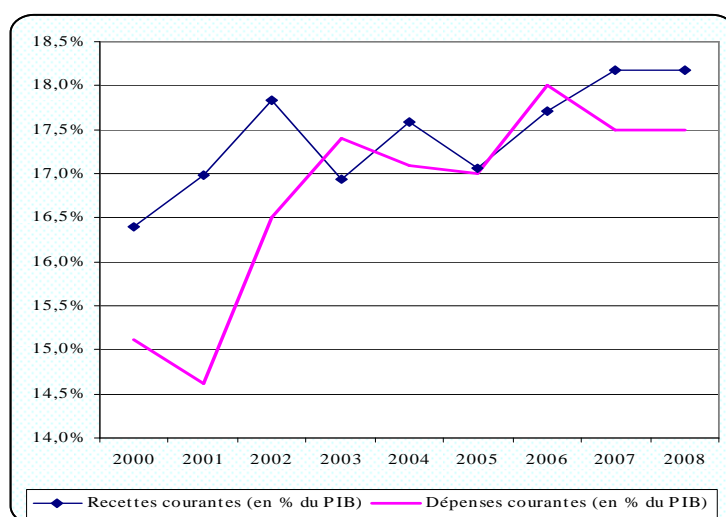
La situation d'exécution budgétaire à fin décembre 2007 s'est traduite par une contraction des déficits budgétaires et une absence d'accumulation d'arriérés de paiement intérieurs et extérieurs comme cela était apparu de manière récurrente ces dernières années.

En 2007, les recettes totales ont progressé de 23,9% pour représenter 20,9% du PIB contre 17,6% en 2006. Cette tendance a aussi caractérisé l'évolution de ses composantes. En effet, les recettes

budgétaires ont augmenté de 22,4% à fin décembre 2007 traduisant un ratio de 20,4% par rapport au PIB nominal alors que le niveau de mobilisation des dons a plus que doublé en se situant à 43,6 milliards de francs CFA contre 15,1 milliards en 2006. L'évolution des recettes budgétaires est imputable à la bonne tenue des recettes de TVA et de l'impôt sur les sociétés qui a compensé une moins-value au niveau des droits de sortie sur le cacao et les taxes sur les produits pétroliers. S'agissant des recettes non fiscales, elles ont été en hausse de 62,3% pour représenter 3,7% du PIB contre 2,5% en 2006. Cette hausse est liée principalement à la progression des cotisations sociales et à la prise en compte des ressources destinées à l'indemnisation des victimes des déchets toxiques (95 milliards). Quant aux dons, ils ont atteint 43,6 milliards contre 15,1 milliards en 2006.

Les dépenses totales et prêts nets ont progressé de 15,6% pour représenter 21,0% du PIB contre 19,0% en 2006. Cette évolution s'explique par la hausse des dépenses courantes de 17,3%. L'augmentation des dépenses courantes est due à la masse salariale, aux dépenses de fonctionnement, aux primes de front, aux subventions de gaz au secteur de l'électricité et aux charges de gestion du programme de sortie de crise. L'accroissement de la masse salariale (+8,0%) est lié principalement aux indemnités de logement attribuées aux instituteurs, au versement de l'indemnité paramédicale du personnel technique de santé et à l'engagement de plus de 3000 recrues dans les rangs des Forces Armées Nationales.

Graphique 3.10 : Evolution des recettes et dépenses courante



Source : BCEAO, AMAO

Quant aux dépenses d'investissement, malgré l'augmentation enregistrée de 6,2%, elles restent marquées par le faible niveau d'exécution de sa composante financée sur ressources intérieures qui enregistre un recul de 11,1% par rapport à 2006. Cette situation s'explique par l'adoption tardive du budget qui n'a pas permis la programmation appropriée des projets, compte tenu du délai nécessaire aux opérations de passation de marchés. En revanche, le relèvement du niveau de mobilisation des concours extérieurs a induit une hausse plus prononcée des investissements financés sur ressources extérieures (+137,8%).

Au total, le déficit global hors dons et le déficit global ont respectivement représenté 0,6% et 0,1% du PIB nominal, contre 1,5% et 1,4% en 2006.

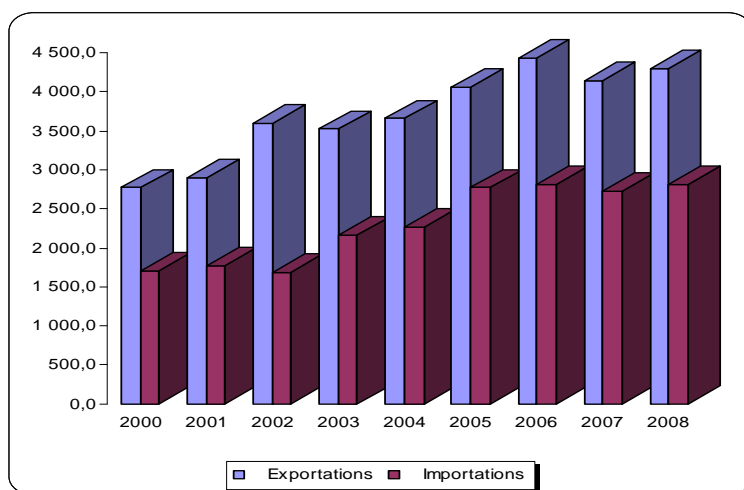
L'amélioration de la situation des finances publiques est reflétée par la non accumulation d'arriérés nouveaux de paiement et surtout un apurement partiel du stock existant. A fin décembre 2007, la Côte d'Ivoire n'était plus redevable à certains partenaires bilatéraux et multilatéraux comme la BAD et la Banque Mondiale.

L'encours de la dette publique (y compris les stocks d'arriérés) s'est établi à 7 440,1 milliards à fin décembre 2007, soit 78,5% du PIB contre 80,9% en 2006. Le service de la dette a représenté 11,8% des recettes budgétaires contre 9,6% en 2006. Le niveau élevé du ratio s'explique par le fait que la Côte d'Ivoire ne bénéficie pas à ce jour des initiatives d'allègement de la dette multilatérale.

1.3 Secteur extérieur

Le solde de la balance des paiements a enregistré un excédent qui s'est établi à 1,3% du PIB soit le même qu'en 2006. Cette situation est la résultante d'évolutions contrastées au niveau de ses composantes. En effet, l'excédent commercial a baissé de 13,0% en rapport avec une nette diminution des exportations de biens. Celles-ci se sont contractées de 6,5% pour s'établir à 4.146,7 milliards, sous l'effet du recul des exportations de cacao et de celles du pétrole brut, en raison d'un ensablement des puits. Le solde déficitaire des services s'est situé à 767,7 milliards contre 726,0 milliards en 2006, tandis que le déficit des revenus s'est établi à 412,2 milliards contre 371,4 milliards enregistrés en 2006, en relation avec l'augmentation des rapatriements de profits acquis par des non-résidents. Enfin, le déficit des transferts sans contrepartie est ressorti à 107,0 milliards contre 277,8 milliards en 2006, en liaison avec les dons reçus dans le cadre de la sortie de crise et les entrées de ressources liées au dédommagement des victimes des déchets toxiques. Au total, la balance courante est ressortie excédentaire de 126,8 milliards. Hors transferts officiels, le solde courant se situe à -0,3% du PIB contre 2,9% en 2006.

Graphique 3.11 : Evolution des exportations et importations



Source : BCEAO, AMAO

Le compte de capital et d'opérations financières a enregistré un déficit de 26,8 milliards contre celui de 117,9 milliards en 2006, soit une amélioration de 77,3%, en relation avec l'accroissement des investissements directs, la hausse des investissements de portefeuille liée à la souscription par des non-résidents des bons du Trésor émis par la Côte d'Ivoire et la baisse des sorties nettes de capitaux privés.

Au total, le solde global de la balance des paiements fait ressortir un excédent de 100 milliards de francs CFA soit une baisse de 11,4% par rapport à la situation de 2006.

1.4 Secteur monétaire

Dans l'espace monétaire UEMOA, la gestion de la monnaie et du crédit s'est appuyée sur la politique des taux d'intérêt et sur le système des réserves obligatoires. Dans un contexte de relative maîtrise de l'inflation, la Banque Centrale a maintenu ses taux directeurs inchangés à 4,25% pour le taux de pension et à 4,75% celui d'escompte. Le coefficient de réserve obligatoire est demeuré à 5,0% en Côte

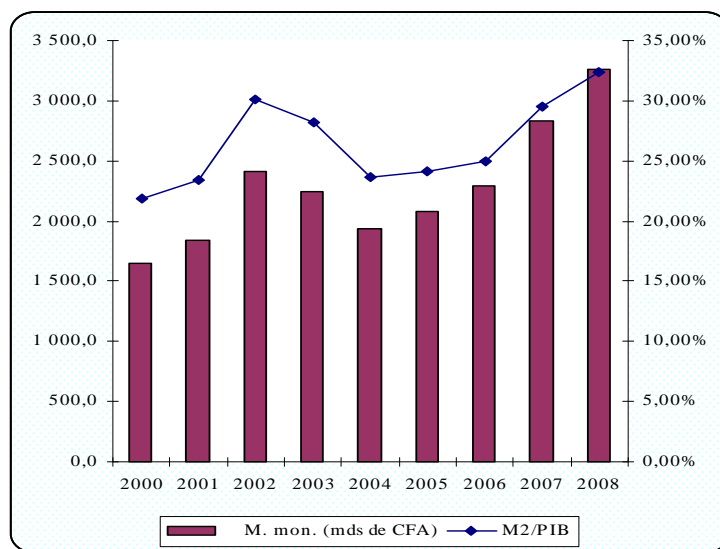
d'Ivoire. Cette situation s'est traduite à fin décembre 2007 par des évolutions contrastées des principaux agrégats monétaires.

La position extérieure nette des institutions monétaires s'est établie à 1 036,8 milliards, en hausse de 215,1 milliards par rapport à fin décembre 2006, du fait essentiellement de l'accroissement de 218,5 milliards des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale, partiellement atténuée par la baisse de 3,4 milliards de ceux des banques. Cette évolution porte l'empreinte de la mise en oeuvre du protocole d'accord de dédommagement entre l'Etat ivoirien et la société TRAFIGURA portant sur un montant de 95,0 milliards et les rapatriements soutenus au titre des recettes d'exportation. Le crédit intérieur a connu une hausse de 19,9% par rapport à son niveau de décembre 2006, en s'établissant à 1 962,4 milliards. La position nette débitrice du Gouvernement s'est dégradée de 24,7% au cours de la période sous revue, pour ressortir à 430,7 milliards, en liaison avec un recours plus accru aux émissions sur le marché financier régional, souscrites principalement par les banques. L'encours des crédits à l'économie s'est établi à 1 531,7 milliards à fin décembre 2007, contre 1 291,0 milliards à fin décembre 2006, ressortant ainsi en hausse de 18,7%, sous l'effet d'un accroissement de 17,1% des crédits ordinaires.

L'évolution des crédits ordinaires est essentiellement imputable aux nouvelles mesures mises en place en faveur des entreprises intervenant dans les secteurs de l'agro-industrie, des télécommunications et de l'énergie.

La masse monétaire s'est accrue de 20,8%, pour s'établir à 2 836,5 milliards à fin décembre 2007. Cette évolution s'est traduite par la hausse de 21,0% des dépôts en banque et de 37,6% de la circulation fiduciaire.

Graphique 3.12 : Evolution de la masse monétaire



Source : BCEAO, AMAO

2 Performance au titre de la convergence macroéconomique

L'analyse de l'état de convergence de l'économie ivoirienne en 2007 révèle que la plupart des ratios ont enregistré une évolution favorable même si au bout du compte le nombre d'objectifs réalisés reste le même que celui enregistré en 2005, c'est-à-dire six réalisations favorables. Il importe d'indiquer cependant que le nombre de critères respectés aurait pu être de cinq, si le respect du critère relatif aux réserves n'était pas appréhendé au niveau zonal. En effet, pris individuellement, le résultat de la Côte

d'Ivoire par rapport à ce critère est équivalent à quatre mois d'importations contre six mois exigé au niveau de la norme communautaire CEDEAO.

Les critères réalisés concernent quatre critères de premier rang et deux critères de second rang. Au titre des critères de premier rang, il s'agit du ratio portant sur le déficit budgétaire, le taux d'inflation, le niveau de réserves en mois d'importations et le non financement monétaire du déficit.

Tableau 3.3: SITUATION DE LA CONVERGENCE DE LA COTE D'IVOIRE

	Norme	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008*
Critères de premier rang:										
i) Déficit Budgétaire/PIB	≤ 4%	1,5	0,4	2,0	3,2	2,6	2,8	1,5	0,6	1,7
ii) Taux d'inflation	≤ 5%	2,5	4,3	3,1	3,3	1,4	2,6	2,0	1,5	1,8
iii) Financement BC	≤ 10% RF n-1	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
iv) Reserves UEMOA	≥ 6 mois Imports	6,9	7,7	8,8	8,1	7,7	6,0	6,0	7,0	7,4
Reserves pays (indicatif)		5,8	6,7	7,6	6,0	3,9	3,0	3,5	4,0	3,6
Critères de second rang										
i) Recettes fiscales/PIB	≥ 20%	14,3	14,6	15,8	14,5	15,2	14,4	14,9	15,4	15,9
ii) Masse Salariale/Recettes fiscales	≤ 35% RF	42,1	41,4	41,6	45,3	44,0	45,0	43,2	43,1	43,2
iii) Investissements interres/Recettes	≥ 20% RF	10,6	7,5	11,6	10,5	9,9	10,7	15,5	12,7	14,1
iv) Taux d'intérêt réel	> 0	1,0	-0,8	-0,9	1,0	2,1	0,9	1,5	2,0	1,7
v) Stabilité du Taux de change réel	± 5%	-11,7	-1,5	6,8	21,4	11,4	9,2	1,8	-2,1	0,8
Nombre de critères respectés		5	5	4	5	5	5	6	6	6

Source

: AMAO, BCEAO.

(*) : Prévisions annuelles

Au titre des critères de second rang, deux seuls objectifs ont été atteints. Il s'agit du critère portant sur les taux d'intérêts réels positifs et celui sur la stabilité du taux de change réel. La faiblesse des résultats s'agissant des critères de second rang, dont l'essentiel est déterminé par des agrégats budgétaires, traduit, à l'évidence, des problèmes d'ajustement budgétaire. En particulier, la propension relativement forte des dépenses primaires rend peu visibles les efforts de recouvrement des recettes budgétaires surtout en temps de crise. L'absence de soutien financier extérieur, entraîne d'importantes pressions qui peuvent largement excéder la capacité des finances publiques. Cela explique donc la dégradation des ratios relatifs à la masse salariale et aux investissements.

3 Perspectives 2008

En 2008, le rythme de l'activité économique devrait connaître une accélération se traduisant par une croissance du PIB de 2,9%. Cette progression de l'activité devrait être portée par le secteur primaire dont la production devrait augmenter de 4,6%, compte tenu des bonnes performances attendues de l'agriculture d'exportation. Cette prévision s'articule étroitement avec la perspective de normalisation progressive et effective de la situation socio-politique, toute chose qui permettrait de desserrer les contraintes structurelles et organisationnelles notamment au niveau des zones de grande production agricole. Le secteur secondaire enregistrerait une croissance de 2,9%, grâce à l'industrie agroalimentaire et la production des produits pétroliers. Ces améliorations seraient liées à l'accroissement de la demande stimulée par l'amélioration de la fluidité routière suite à la réunification du pays. S'agissant du secteur tertiaire, il enregistrerait une croissance de 3,0%, portée par les télécommunications, le commerce, le transport et le redressement des services.

Dans le continuum de la mauvaise conjoncture qui sévit au plan mondial sur l'emprise des hausses pernicieuses des prix des produits pétroliers et de celle des produits alimentaires de base, il est fort probable que l'année 2008 enregistre de fortes tensions inflationnistes.

Au niveau des finances publiques, l'année 2008 devrait enregistrer une dégradation des principaux soldes budgétaires due aux prévisions de faible progression des recettes totales relativement à celle des dépenses. Les recettes augmenteraient de 3,7% pour représenter 18,8% du PIB alors que les dépenses induites par les opérations de reconstruction post-conflit et la tenue des élections présidentielles seraient en hausse de 8,0%. Toutefois, ces évolutions ne devraient pas se traduire par

un recul majeur des résultats en matière de convergence. En dépit de quelques dégradations de profil des indicateurs, six objectifs seraient réalisés en 2008, soit le même niveau de performance qu'en 2007.

4 Conclusions et recommandations

La situation économique est demeurée fragile en 2007. Toutefois, des améliorations ont été notées avec notamment la mise en oeuvre des accords du 04 mars 2007 à Ouagadougou et du programme d'Assistance d'Urgence Post Conflit (AUPC). La mise en oeuvre de l'accord doit être poursuivie et les discussions avec les institutions de Bretton Woods devraient permettre de transformer l'AUPC en un programme financé avec les ressources de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance. En vue de renouer avec une croissance robuste et de réaliser les objectifs de convergence, les dispositions devraient être prises en vue de :

- consolider la stabilité socio politique ;
- poursuivre la mise en oeuvre du programme post-conflit et les discussions avec le FMI, en vue de la conclusion d'un programme économique et financier triennal appuyé par la communauté financière internationale dont dépend le traitement de fond de la dette publique ;
- améliorer le recouvrement des recettes par le renforcement et la modernisation de l'administration fiscale ;
- poursuivre les efforts en matière d'orientation budgétaire en privilégiant notamment les investissements de soutien à la production ;
- poursuivre les réformes structurelles, en particulier dans les filières café, cacao, coton, pétrole et autres énergies.